



LA RENAISSANCE SANITAIRE
4 rue Georges Picquart
75017 PARIS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Marché d'exploitation et de maintenance des installations
de chauffage et production d'eau chaude sanitaire de La
Renaissance Sanitaire**



SOMMAIRE

1	PRÉAMBULE	4
2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
2.1	OBJET DU MARCHÉ.....	5
2.2	TERMES UTILES POUR DÉFINIR LES PARTIES PRENANTES	5
2.3	ALLOTISSEMENT.....	6
2.4	PIÈCES CONTRACTUELLES	6
3	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
3.1	INTERVENTIONS.....	7
3.2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
3.3	PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	11
3.4	PRISE EN CHARGE ET REMISE DES INSTALLATIONS	11
3.5	PERSONNEL DU TITULAIRE	13
3.6	SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS	15
3.7	CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	16
3.8	CONTRÔLE D'EXÉCUTION.....	16
3.9	SOUS-TRAITANCE.....	17
3.10	CO-TRAITANCE	18
3.11	RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION	18
3.12	COMPTAGE	20
3.13	OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE	21
4	ASSURANCE ET GARANTIES	22
4.1	ASSURANCES.....	22
4.2	GARANTIES	23
5	PRIX.....	24
5.1	DÉFINITION DES PARAMÈTRES	24
5.2	FACTURATION ET GESTION DE L'ÉNERGIE P1	26
5.3	FACTURATION DE L'INTÉRESSEMENT	29
5.4	FACTURATION P2 – PRESTATION DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN	30
5.5	FACTURATION P3 – TRAVAUX OBLIGATOIRES.....	31
5.6	PRIX DES COEFFICIENTS P3 ET TRAVAUX	31
5.7	MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	32
5.8	CLAUDE DE SAUVEGARDE	32
6	RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE	33
7	FACTURATION – PAIEMENT	34
7.1	PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	34

7.2	ACCEPTATION DES FACTURES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	35
7.3	FACTURATION ÉRRONÉE.....	35
7.4	RÉCLAMATIONS.....	35
7.5	MODE ET DÉLAI DE RÈGLEMENT	35
7.6	SOUS-TRAITANTS.....	36
8	CONTRÔLE ET PRESTATIONS NON CONFORME	37
8.1	RÉSULTATS ET VÉRIFICATION	37
8.2	PRESTATIONS NON-CONFORMES	38
8.3	CAS DE FORCE MAJEURE	42
9	RÉSILIATION DU MARCHÉ	43
10	SUBSTITUTION	45
11	MODIFICATION DU MARCHÉ	45
12	TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	45
13	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL	46
13.1	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	46
13.2	OBLIGATION DU TITULAIRE	46
13.3	OBLIGATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE	50
14	RESPECT DES PRINCIPES DE LAÎCITÉ ET DE NEUTRALITÉ	51
14.1	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	51
14.2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE À L'ÉGARD DE SOUS-TRAITANTS	51
14.3	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	52
14.4	PÉNALITÉS SPÉCIFIQUES.....	52
15	DIFFÉRENDS ET LITIGES	52

1 PRÉAMBULE

Le présent marché a pour objet de mettre en place de nouvelles clauses techniques et financières permettant d'améliorer la qualité du service rendu, l'optimisation des dépenses et une meilleure maîtrise des charges.

Les objectifs recherchés au travers de ce marché d'exploitation sont :

- La maîtrise et la transparence des coûts du contrat d'exploitation
- La diminution de l'impact environnemental
- La fiabilité et pérennité des installations thermiques
- Le confort des usagers
- La sécurité

La consistance et l'étendue du patrimoine de La Renaissance Sanitaire concerné par le présent marché d'exploitation sont précisées au C.C.T.P.

2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour but de confier à une entreprise spécialisée l'exploitation des installations thermiques collectives de production, de distribution, de régulation pour le chauffage et l'Eau Chaude Sanitaire (ECS), dans le cadre d'un marché de type MTI (Marché – Température – Intéressement), PF (Prestation – Forfait), CP (Combustible - Prestation), avec réalisation des prestations suivantes :

1. Fourniture et gestion de l'énergie P1 (P1c, P1e)
Fourniture et gestion de l'énergie nécessaire au chauffage (P1c) et au réchauffement de ECS (P1e) pour les bâtiments concernés.
2. Prestations de services (P2)
Il s'agit des prestations d'exploitation, de conduite, d'entretien, d'astreinte, de maintenance préventive et corrective des installations de production et de distribution de chauffage, d'ECS, de ventilation, de climatisation et des équipements connexes.
Également, il s'agit des prestations de suivi de la performance des équipements avec un objectif d'amélioration continue.
3. Prestations de travaux obligatoires (P3)
Il s'agit d'un programme visant à remplacer des équipements définis par le Maître d'Ouvrage.
4. Intéressement aux économies d'énergie (I)
5. Réalisation de travaux hors marché sous la forme d'un bordereau de prix unitaires (BPU)

2.2 TERMES UTILES POUR DÉFINIR LES PARTIES PRENANTES

Les parties contractantes au titre du présent sont les suivantes :

- La Renaissance Sanitaire, constitué sous la forme d'une Fondation reconnue d'utilité publique, inscrit sous le numéro de SIREN 775 661 796, dont le siège social est situé 4, rue Georges Picquart, 75017 Paris, et représenté par M. Patrick VILLESSOT en qualité de Président, agissant en qualité de MAÎTRE D'OUVRAGE (ci-après dénommée le « MAÎTRE D'OUVRAGE »);
- L'opérateur économique titulaire du présent marché, chargé de l'exécution des prestations objet du correspondant (ci-après dénommé le « Titulaire »). En cas de groupement, le «

Titulaire » désigne les membres du groupement représentés, le cas échéant, par leur mandataire ;

Le « CONSEIL » désignera le conseil technique du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Il est précisé ici que la notification du marché et son exécution seront réalisées par chaque membre du groupement de commandes pour la part des prestations qui le concerne conformément aux dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

2.3 ALLOTISSEMENT

En tenant compte de l'emplacement des sites mentionnés dans le contrat d'exploitation des installations thermiques, cette consultation inclut un marché divisé en deux lots, structurés comme suit :

- LOT 1 – Hôpital Villiers-Saint-Denis(situé à Villiers-Saint-Denis)
- LOT 2 – Hôpital La Musse (situé à Saint-Sébastien-de-Morsent)

2.4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du présent Marché sont composées des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du Marché, sont réputées connues des parties contractantes leur reconnaissant leur caractère contractuel.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Le règlement de consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (C.C.T.P.)
- Le certificat de visite obligatoire des sites
- L'offre technique du TITULAIRE (mémoire technique et ses annexes)

3 EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1 INTERVENTIONS

Le TITULAIRE prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Les prestations et travaux résultant de l'application du présent marché devront être effectués en accord avec le MAÎTRE D'OUVRAGE, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche des Services.

Les prestations et travaux doivent être exécutés dans les conditions fixées dans le C.C.T.P., au cours d'interventions normales ou exceptionnelles :

3.1.1.1 Les interventions normales (maintenance préventive)

Elles seront effectuées à intervalles réguliers, conformément à un calendrier d'exécution annuel établi en accord avec le MAÎTRE D'OUVRAGE ou son Conseil désigné par lui. La durée de chaque intervention normale devra permettre l'exécution correcte de tous les travaux décrits dans le C.C.T.P.

3.1.1.2 Les interventions de dépannage

Les interventions exceptionnelles de dépannage seront effectuées via appel téléphonique ou mail du MAÎTRE D'OUVRAGE ou de son représentant, 24 h/24 et 7 jours /7. Pour cela, le TITULAIRE devra mettre en place ou utiliser les services d'une permanence téléphonique 24h/24, 7 jours/7.

Le TITULAIRE sera tenu d'intervenir dans un délai maximum de deux heures, dès réception de la demande, et de remettre l'installation en état de marche, dans un délai maximum de 2 heures pour le chauffage, et de 2 heures pour l'ECS, sauf justification produite par le TITULAIRE et à apprécier par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Le délai d'intervention débute à compter de la réception de la demande et se termine à l'arrivée sur site du TITULAIRE.

Indépendamment des pénalités prévues pour fournitures non conformes, il sera appliqué de plein droit et sans aucune formalité, une pénalité définie au C.C.A.P.

3.1.1.3 Interventions urgentes

Le Titulaire est tenu d'exécuter en urgence les prestations qui, faute d'intervention, auraient pour conséquence un risque au niveau de la sécurité des biens et des personnes. Ces prestations d'urgence doivent pouvoir être exécutées par une personne qualifiée dans un délai maximal de 1 (une) heure, en dehors de toute question de pénalité.

3.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.2.1 Fourniture et Gestion de l'Energie P1 (P1c, P1e)

Le TITULAIRE passe, pour la bonne exécution du présent marché, tous les contrats, accords et conventions avec les fournisseurs d'énergie ou de chaleur pour garantir la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'ECS des bâtiments objets du présent marché.

Achats de gaz naturel :

Le contrat de fourniture sera souscrit par le TITULAIRE auprès d'un fournisseur gaz en tarif dérégulé. Dès la notification du marché, le TITULAIRE respectera le processus suivant :

- Consultation d'au moins 3 opérateurs indépendants par le TITULAIRE et obtention de plusieurs cotations prévisionnelles,
- Restitution synthétique de ces cotations prévisionnelles, de leurs caractéristiques principales (prix, durée du contrat, formule de révision) et des recommandations du TITULAIRE au MAÎTRE D'OUVRAGE. Ces éléments sont à fournir au plus tard 2 mois avant l'échéance du contrat de fourniture existant,
- Rencontre et / ou échange écrit entre le TITULAIRE et le MAÎTRE D'OUVRAGE pour déterminer une stratégie d'achat commune (achat prix fixe 1 an par exemple),
- Consultation du marché conformément à la stratégie adoptée en vue de l'obtention de cotations fermes,
- Cotations fermes transmises par les fournisseurs de gaz naturel au TITULAIRE,
- Contractualisation entre le TITULAIRE et le fournisseur de gaz naturel,
- Transmission du contrat gaz au MAÎTRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE du marché, TITULAIRE du contrat d'achat de gaz, s'engage à faire bénéficier en permanence le MAÎTRE D'OUVRAGE, de la tarification gaz la plus favorable. Le TITULAIRE s'engage ainsi à proposer au MAÎTRE D'OUVRAGE, dès qu'une offre se présente, la meilleure offre ainsi que l'économie correspondante par rapport aux conditions actuelles.

Le TITULAIRE ne peut changer de version tarifaire ou de fournisseur sans informer au préalable par écrit le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Lorsque le contrat souscrit par le TITULAIRE arrivera à échéance au cours du contrat, il devra reprendre la même procédure, trois mois avant l'échéance du contrat de fourniture de gaz.

Les dates de démarrage de la prestation P1 débutent au démarrage du Marché le 1^{er} juillet 2024.

Le présent marché fait l'objet de clauses d'intéressement aux économies d'énergie, **à compter de la date de démarrage de la saison.**

Le TITULAIRE s'engage sur les consommations théoriques indiquées par ses soins dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le TITULAIRE ne pourra utiliser que la chaleur ou le type d'énergie imposée par le MAÎTRE D'OUVRAGE qui se réserve la faculté d'en changer, à sa convenance (avec l'aménagement des tarifs, si nécessaire).

Achats de fioul domestique :

Le MAÎTRE D'OUVRAGE fournit sous sa responsabilité le fioul domestique, en quantité et qualité convenables pour assurer le fonctionnement des installations. Le TITULAIRE doit prévenir le MAÎTRE D'OUVRAGE dès que le niveau des cuves atteint un seuil bas. (Seuil à définir au préalable avec le MAÎTRE D'OUVRAGE).

3.2.2 Entretien et Maintenance des installations (P2)

Le TITULAIRE fournit pour l'exécution des prestations, la main-d'œuvre, les petites fournitures (huile, graisse, visserie, petites pièces détachées, chiffons), produits d'entretien de toute nature, outillage, ingrédients de traitement d'eau du chauffage, produits de traitement d'eau pour l'ECS, produits de traitement d'eau pour les autres circuits traités, filtres de tous circuits hydrauliques et aérauliques, appareils de mesure ou de contrôle, etc.

3.2.3 Travaux obligatoires (P3)

Le TITULAIRE assure les travaux obligatoires inscrits dans l'acte d'engagement et ses annexes. À ce titre, il fournit toute la main d'œuvre, l'outillage et le matériel nécessaire à la réalisation des travaux, à l'adaptation et la remise en état des lieux.

Le TITULAIRE s'engage dans le cadre du présent marché dans un plan de Progrès Environnemental consistant à contribuer à la réduction des rejets des gaz à effet de serres, et par conséquent à optimiser les consommations d'énergie des installations thermiques objets du présent marché.

Dans le cadre des prestations objet du présent marché, le TITULAIRE veillera à mettre en œuvre une démarche « d'amélioration continue », visant à optimiser le fonctionnement des installations par la conduite, la maintenance, les travaux de gros entretien et de renouvellement.

3.2.4 Travaux non pris en charge dans le marché

D'une manière générale, le TITULAIRE devra avertir le MAÎTRE D'OUVRAGE :

- De la nécessité de remplacer des matériels non inclus dans le périmètre de la garantie totale,
- De l'évolution de la réglementation et examinera avec lui les éventuelles conséquences sur les installations et les conditions d'exploitation,
- Des améliorations pouvant être mises en œuvre sur les installations afin d'optimiser leur fiabilité et leur performance énergétique.

La réalisation des travaux divers définis ci-dessus pourra être confiée au TITULAIRE du présent marché. Le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra confier l'exécution de ces travaux, non compris au marché, à l'entreprise de son choix.

3.2.5 Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Selon la loi du n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique, le TITULAIRE sera amené à exécuter des travaux ayant pour objectif ou conséquence la réalisation d'économies d'énergie, et donnant droit à l'attribution de Certificats d'Économies d'Énergie. Deux possibilités peuvent être mises en application :

- **Gestion directe du MAITRE D'OUVRAGE**

Le TITULAIRE devra remettre au MAITRE D'OUVRAGE les documents justificatifs (quantités de « kWhcumac » générés, attestations de fin de travaux...) nécessaires à l'établissement des CEE.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra les bénéfices de ces valorisations et s'occupera de la gestion et de la valorisation des CEE qui seraient générés.

- **Gestion indirecte du TITULAIRE**

Le TITULAIRE peut proposer au MAITRE D'OUVRAGE de gérer pour son compte les CEE correspondant à des travaux réalisés dans le cadre de son marché.

LE MAITRE D'OUVRAGE renonce pour chaque action recensée à bénéficier du dispositif « CEE » et s'engage à céder au TITULAIRE l'ensemble des droits liés à ce dispositif.

LE MAITRE D'OUVRAGE s'engage à reconnaître au TITULAIRE la légitimité et la prérogative de déposer les dossiers de demande de CEE correspondant à ces opérations éligibles, et l'exclusivité du bénéfice de la délivrance de ces derniers.

Pour chaque opération, le TITULAIRE fournira une proposition au MAITRE D'OUVRAGE pour validation, comportant les éléments suivants :

- L'objet de l'opération ;
- L'accord de transfert de droit sur les CEE et reconnaissance de légitimité du TITULAIRE pour la valorisation des CEE de l'opération ;
- Le nombre de MWhcumac valorisés, justifié par :
 - La référence à la fiche de calcul standard officielle retenue ;
 - Les hypothèses retenues pour le calcul.

C.C.A.P.

- Le prix unitaire retenu ;
- Le montant résultant qui sera repris sur le devis P3/Travaux en déduction du montant total.

Dans ce cadre, le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à fournir au TITULAIRE tout élément nécessaire et prévu par la réglementation en vue de constituer des dossiers de demande de CEE et s'interdit d'autoriser un tiers au marché, quel qu'il soit, à déposer une demande de certificats concernant ces mêmes opérations.

IMPORTANT : Les CEE générés par les travaux obligatoires P3 d'amélioration énergétique seront cédés au TITULAIRE. En contrepartie, le montant de valorisation des CEE pour ces travaux est pris en compte dans le montant financier de la prestation P3 indiqué dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

3.3 PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Le service "Chauffage" doit pouvoir être assuré dans une période comprise entre le 1^{er} Septembre et le 15 Juin, avec un préavis de vingt-quatre heures (24 heures).

Le service "ECS" est assuré toute l'année, à l'exception des arrêts annuels nécessaires pour l'entretien des installations.

La durée de ces arrêts est définie au CCTP. Les autres services sont assurés toute l'année à l'exception des arrêts pour l'entretien. Le début et la fin de la période de chauffage seront fixés par le MAÎTRE D'OUVRAGE, suivant les nécessités saisonnières avec préavis de vingt-quatre heures (24 heures).

3.4 PRISE EN CHARGE ET REMISE DES INSTALLATIONS

3.4.1 Prise en charge des installations

Le TITULAIRE reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et il est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la consistance des locaux, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- des contraintes dues à leur destination,
- des contraintes inhérentes au site: l'implantation géographique, les moyens de communication, les ressources en main d'œuvre,
- des contraintes particulières d'accès liées à la spécificité des locaux.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter

C.C.A.P.

tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent C.C.A.P. et le C.C.T.P.

Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements et installations. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Il est établi à la prise en charge un procès verbal contradictoire de l'état des lieux, comprenant une description quantitative et qualitative des installations et équipements faisant partie du marché du TITULAIRE.

Le TITULAIRE porte au Procès-verbal toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes. Cependant ces réserves ou inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché, ne le libèrent pas de ses obligations d'exploitation et de maintenance comme il est précisé ci-dessus et ne remettent pas en cause le prix arrêté.

Il renonce donc à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

A la prise en charge, il est établi un relevé contradictoire des compteurs d'énergie thermique, des compteurs gaz, des compteurs électriques, des compteurs volumétriques et des stocks de combustibles. Les démarches auprès des fournisseurs d'énergie sont à la charge du TITULAIRE.

3.4.2 Remise des installations en fin de marché

A l'expiration du marché, le TITULAIRE remettra à la disposition du MAÎTRE D'OUVRAGE, toutes les installations confiées.

Ces matériels et installations comprendront non seulement ceux qui auront été mis en place à l'origine ou qu'il aura renouvelés au cours de l'exploitation, mais également tous les matériels complémentaires qu'il aura pu installer à l'origine de son exploitation ou en cours de celle-ci, avec l'accord du MAÎTRE D'OUVRAGE, sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par le TITULAIRE, sauf s'il en a été convenu autrement au moment de leur installation, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Tous les documents d'exploitation et de maintenance sont remis au MAÎTRE D'OUVRAGE.

Trois mois avant l'expiration du marché, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra demander l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, avec la présence éventuelle de tout expert désigné par lui-même.

Le TITULAIRE dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès verbal. Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par le MAÎTRE D'OUVRAGE à la charge du TITULAIRE. Le paiement de ces travaux est assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de résiliation.

A la date de fin de marché, le TITULAIRE doit avoir effectué l'entretien de fin de saison et en particulier les ramonages permettant aux installations de démarrer une nouvelle saison.

En tout état de cause, un état des lieux, matériels et installations, sera dressé au moment de l'expiration du marché et fera l'objet d'un procès-verbal.

3.5 PERSONNEL DU TITULAIRE

3.5.1 Encadrement

Le TITULAIRE désignera pour l'ensemble des sites du MAÎTRE D'OUVRAGE dont il aura l'exploitation, une personne de son encadrement, qui sera l'interlocuteur unique et privilégié du MAÎTRE D'OUVRAGE et de son conseil.

Cet interlocuteur unique aura le pouvoir de prendre toutes les décisions utiles à la bonne exécution technique, administrative et financière du marché.

3.5.2 Personnel d'exécution

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du TITULAIRE, affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

Lors des interventions dans les bâtiments, les techniciens doivent se présenter en vêtements professionnels identifiables (nom de la société en clair sur les vêtements).

Le TITULAIRE sera responsable vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de la continuité de la fourniture, et devra, à ce titre, organiser les astreintes.

Il communiquera le numéro de téléphone du "service des astreintes" pour une intervention immédiate.

Le TITULAIRE aura l'obligation de remettre au MAÎTRE D'OUVRAGE, le nom et la qualification professionnelle du personnel affecté.

Le non-respect des qualifications précisées le cas échéant, dans le C.C.T.P. entraîne, après mise en demeure, rupture du marché du fait du TITULAIRE.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification suffisante du personnel mis en place par le TITULAIRE, et d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents n'ayant pas la qualification et la compétence suffisante.

Les prestations et travaux sont exécutés sous la direction du TITULAIRE qui doit se conformer strictement aux prescriptions du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE est responsable de ses agents, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le TITULAIRE paiera à son personnel, un salaire qui ne sera jamais inférieur au tarif syndical, et lui assurera le bénéfice des lois sociales.

3.5.3 Obligations de réserve

Le TITULAIRE et son personnel, qui à l'occasion de l'exécution du marché ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du TITULAIRE.

3.5.4 Formation

Le TITULAIRE doit les actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité. Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe le MAÎTRE D'OUVRAGE à chacune de ses demandes.

3.5.5 Réglementation et comportement

Le TITULAIRE est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc...). Il est rappelé qu'il est interdit d'introduire toute boisson alcoolisée dans les locaux placés sous la responsabilité du TITULAIRE.

Le personnel du TITULAIRE fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers et des usagers.

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'ensemble du règlement intérieur des sites, conformément à l'annexe 5 du présent document.

3.5.6 Travail dissimulé

Le TITULAIRE fera parvenir, **dès notification du marché et tous les six (6) mois**, les documents listés dans le décret n° 2005-1334 du 27 octobre 2005 relatif au travail dissimulé et modifiant le Code du travail.

« Je certifie sur l'honneur, et sous peine d'exclusion, que l'exécution des prestations ci-dessus mentionnées, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3, L. 143-5 et L. 620-3 du Code du travail ».

3.6 SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

3.6.1 Règlements et sécurité des chantiers

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. Le TITULAIRE assure le respect des consignes et règlements de sécurité et du maintien en état des matériels de sécurité (signalisation, mise en place des matériels et contrôle des révisions), des règlements d'hygiène, et des consignes données par le MAITRE D'OUVRAGE.

Il est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs quels que soient les accidents provoqués par un défaut de conception, de réalisation ou d'emploi des ouvrages provisoires ou un défaut d'emploi des engins, machines et outils par le personnel. Toutes les dégradations occasionnées aux ouvrages existants sont à la charge du TITULAIRE.

Les machines dangereuses pour son personnel comme pour les usagers sont évitées autant que possible. Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de refuser l'utilisation de machines, jugées par lui, trop dangereuses.

Le TITULAIRE doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement le MAITRE D'OUVRAGE.

Lorsque la sécurité des usagers peut être mise en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour les usagers, locaux communs ou privés, il doit, obligatoirement avant exécution de tout travail, être dressé un procès verbal d'ouverture de chantier entre le TITULAIRE et le MAITRE D'OUVRAGE avec l'obligation du permis feu pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage, etc.). Le permis feu est délivré par le MAITRE D'OUVRAGE.

Ces mêmes types de travaux peuvent être exécutés selon les mêmes procédures dans les locaux techniques sans restriction.

Le TITULAIRE doit tous les dispositifs de protection et de signalisation nécessaires qui doivent être installés lors des travaux et des opérations de maintenance pour la protection de son personnel dans le respect des textes en vigueur.

Le TITULAIRE fournit à cet effet le matériel le mieux adapté et le maintient en parfait état.

3.6.2 Stockage et utilisation de produits dangereux

Il est précisé que le TITULAIRE ne peut en aucun cas stocker des produits dangereux dans l'enceinte des sites, autres que ceux nécessaires à sa consommation journalière. Ces produits sont utilisés dans le cadre de la réglementation.

3.6.3 Exécution des prestations dans les bâtiments

Les interventions dans les bâtiments doivent être exécutées hors urgence entre 9h00 (neuf heures) et 17h00 (dix sept heures), les jours ouvrés, soit du lundi au vendredi sauf jours fériés, et 24h/24H pour les urgences. Les jours d'intervention devront tenir compte des usages.

Avant toute intervention dans des locaux « non techniques », les sols, parois, mobiliers doivent être protégés afin d'éviter toutes tâches, poussières et brûlures ; les lieux sont soigneusement nettoyés par le TITULAIRE en fin de matinée, de journée et en fin d'intervention.

Le TITULAIRE a à sa charge les déplacements d'objets et/ou de mobilier qui s'avèrent nécessaires. Pour cela il doit prendre toutes dispositions, notamment en matière de police d'assurance pour se garantir contre tous bris et tous dommages.

3.7 CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le TITULAIRE est tenu de communiquer par écrit (courrier RAR, courriel) au MAÎTRE D'OUVRAGE tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire (il produira à cet effet un nouveau relevé d'identité bancaire).

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le TITULAIRE est informé que le MAÎTRE D'OUVRAGE ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur le présent document, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le MAÎTRE D'OUVRAGE n'aurait pas eu connaissance.

3.8 CONTRÔLE D'EXÉCUTION

Le MAÎTRE D'OUVRAGE peut confier à un CONSEIL le contrôle du marché d'exploitation.

Le TITULAIRE accepte les interventions du CONSEIL et lui facilitera le libre accès des locaux pour lui permettre d'effectuer sa mission. Il se conformera aux obligations de renseignements techniques et administratifs qui lui seront demandés.

C.C.A.P.

En particulier, il lui fournira chaque mois, les éléments de contrôle des consommations et les justificatifs de la facturation de la chaleur. Ces éléments devront être transmis avant le 12 du mois suivant.

Le TITULAIRE fournira et tiendra également :

- Une copie de la main courante des interventions représentant la gestion de la maintenance corrective tous les mois (envoi au plus tard le 10 du mois suivant) au MAÎTRE D'OUVRAGE ou à son conseil.
- Les bulletins et PV des analyses et contrôles dus au titre du marché (envoi au plus tard le 10 du mois suivant la réalisation de l'analyse).
- Les enregistrements de température sur demande du MAÎTRE D'OUVRAGE ou de son conseil (au minimum trois simultanément, envoi au plus tard le 10 du mois suivant).
- Les attestations des opérations de vérification et de contrôle
- Etc.

Tout manquement aux conditions ci-dessus définies, sera considéré comme un manquement grave aux obligations contractuelles et constituera un cas de prestations non conformes entraînant droit à pénalité pour non-fourniture de prestations et possibilité de résiliation sans indemnité dans les conditions définies ci-après.

Cette carence pourra entraîner la résiliation du marché du fait du TITULAIRE sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité quelconque. Cette résiliation interviendra dans le délai de 15 jours à compter d'une mise en demeure restée sans effet. En cas de récidive, ce délai de préavis sera ramené à huit jours.

3.9 SOUS-TRAITANCE

Le TITULAIRE ne pourra pas sous-traiter tout ou partie de ses obligations, sans accord exprès et préalable du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Les principes ci-après, ainsi que leurs effets, sont des obligations impératives pour l'entrepreneur qui en a eues spécifiquement connaissance dès la procédure de mise en concurrence et qui les a acceptées expressément.

Ces principes sont les suivants :

- 1) La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.
L'Entreprise doit en outre exécuter avec sa propre main-d'œuvre une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.
La sous-traitance partielle n'est pas interdite mais le MAÎTRE D'OUVRAGE souhaite la limiter à des prestations particulières ou spécifiques telles que le traitement de matériaux amiantés.

- 2) En cas de sous-traitance, le TITULAIRE demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché et répond auprès du MAÎTRE D'OUVRAGE des conditions d'assurance de son sous-traitant.
- 3) Il est demandé aux entreprises de privilégier la présentation des sous-traitants lors de la procédure de consultation du marché.
- 4) Il est interdit au TITULAIRE de sous-traiter des travaux, à quelque moment que ce soit et de quelque manière que ce soit, sans l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément préalable de ses conditions de paiement par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

3.10 CO-TRAITANCE

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par l'article 61 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et par les articles 44-V, 45 et 122 à 127 du Décret n°2016-360 du 25/03/2016. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de désigner un remplaçant.

3.11 RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

Le TITULAIRE sera responsable du respect des réglementations visant les économies et l'utilisation de l'énergie.

Le TITULAIRE devra signaler au MAÎTRE D'OUVRAGE les travaux nécessaires pour la mise en conformité des installations, à l'occasion de la prise en charge des installations.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra confier l'exécution de ces travaux, non compris au marché, à l'entreprise de son choix.

Le TITULAIRE aura l'obligation d'informer le MAÎTRE D'OUVRAGE de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

Les prestations objets de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, du décret n° 2009-648 du 09/06/2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW et du décret n° 2009-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW sont à la charge du TITULAIRE et seront effectuées par des organismes agréés.

Le TITULAIRE fournira gratuitement, le personnel nécessaire pour lui faciliter sa mission.

Toutes dispositions réglementaires visant à la mise en conformité des installations sont à la charge du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Toutes nouvelles dispositions réglementaires seront applicables par voie de modification de marché.

Prescriptions à observer

L'ensemble de la fourniture, des prestations et des travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents, en vigueur au premier jour du mois d'exécution des travaux, et notamment :

- au Règlement de Sécurité Incendie du 25 juin 1980 avec ses additifs et mises à jour,
- à l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustibles des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes,
- au décret n°2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du code de l'énergie,
- à l'arrêté du 24 juillet 2020 relatif au contrôle des chaudières permettant de transposer la directive européenne 2018/844 relative à la performance énergétique des bâtiments,
- au décret n° 2009-648 du 09/06/2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW,
- au décret n° 2009-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW,
- au Code de l'Environnement,
- à l'arrêté du 12 Avril 1988, modifié par arrêté du 21 octobre 2019, et au décret du 13 avril 1988 relatifs à l'isolation thermique et au réglage automatique des installations de chauffage dans les bâtiments d'habitation,
- à l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes,
- à l'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 Juin 1978 concernant les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en ECS des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public,
- au décret n°74-415 du 13 mai 1974 modifié en dernier lieu par le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique,
- à l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées dont la puissance est comprise entre 1 MW et 20 MW, pour la protection de l'environnement, soumises à déclaration sous la rubrique 2910,
- à l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les réseaux d'ECS collectifs.

3.12 COMPTAGE

Ces dispositions s'appliquent à tout compteur d'ECS, d'énergie ou de combustible, et en particulier à tout compteur dont l'objet est la facturation et le calcul de l'intéressement.

L'ECS est mesurée par des compteurs volumétriques placés sur l'alimentation des organes de réchauffage.

A la prise d'effet du marché, le TITULAIRE installe, dans le cadre des prestations hors marché les compteurs manquants et nécessaires à la facturation et au calcul d'intéressement.

Les compteurs sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le service des instruments de mesure. Ils sont entretenus aux frais du TITULAIRE par un réparateur agréé par le service des instruments de mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée aux frais du TITULAIRE par le service des instruments de mesure ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord entre le TITULAIRE et le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE peut demander à tout moment la vérification d'un compteur au service des instruments de mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du MAÎTRE D'OUVRAGE, si le compteur est conforme, et du TITULAIRE dans le cas contraire.

Un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesure supérieures aux erreurs maximales tolérées par le décret n° 76-130 du 29 janvier 1976 (Journal officiel du 8 février 1976).

Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme, à la charge du TITULAIRE. Pour la période où un compteur d'énergie thermique a donné des indications erronées, le TITULAIRE remplace ces indications par le nombre théorique de kilowattheures calculé par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$C_c = C_m \times DJUc/DJU_m$$

Avec :

C_c = Consommation corrigée pour la période où le compteur a donné des indications erronées ;

C_m = Consommation mesurée au compteur durant une période de 15 jours suivant le remplacement du compteur ;

$DJUc$ = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation C_c ;

DJU_m = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation C_m ;

Pour les usages autres que le chauffage, les indications erronées sont remplacées par une consommation théorique calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire, égale à celle de la précédente période équivalente est établie. Le MAÎTRE D'OUVRAGE doit impérativement être informé de la défaillance d'un compteur par écrit, ainsi que de la date de remise en service.

Pour la période où un compteur volumétrique ECS a donné des indications erronées, le TITULAIRE remplace ces indications par le nombre théorique de m³ calculé par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur selon la formule suivante :

$$Cc = Cm \times Jc/30$$

Avec :

Cc = Consommation corrigée pour la période où le compteur a donné des indications erronées.

Cm = Consommation mesurée au compteur durant une période de 30 jours suivant le remplacement du compteur.

Jc = Nombre de jours pour la période de consommation Cc.

3.13 OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à :

- mettre à la disposition du TITULAIRE tous moyens en sa possession pour lui faciliter l'exécution de ses engagements,
- lui faciliter l'accès aux réseaux de distribution et aux locaux faisant l'objet du marché,
- assurer, à ses frais, les prestations et fournitures non comprises dans le prix du présent marché et nécessaires à la bonne marche des installations,
- tenir à la disposition du TITULAIRE les documents techniques relatifs à l'ensemble des installations,
- payer au TITULAIRE les redevances dont les montants et les dates d'exigibilité sont fixés ci-après,
- ne pas utiliser à d'autres fins que les prestations du présent marché, les locaux et installations mis à la disposition du TITULAIRE,
- maintenir clos et couverts et en bon état les locaux mis à la disposition du TITULAIRE, ne laisser pénétrer dans ces locaux que le personnel du TITULAIRE, et lui en garantir le libre accès.

4 ASSURANCE ET GARANTIES

4.1 ASSURANCES

Le TITULAIRE et ses cotraitants sont tenus de produire au MAÎTRE D'OUVRAGE dans un **délai de 15 jours** suivant la notification du marché, les polices et attestations spécifiant que leurs entreprises sont assurées au titre de la responsabilité civile couvrant l'ensemble de leur responsabilité dans le cadre de leurs activités et sans limitation contre les risques d'accidents au tiers, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut.

Sont exclus de sa responsabilité sous bénéfice de preuve apportée par le TITULAIRE les dommages dus à l'intervention d'un tiers non autorisé par le TITULAIRE et qu'il n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Il justifie de la souscription de la police auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour l'exercice en cours, qui comporte :

- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.
- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, couvrant l'ensemble de ses responsabilités dans le cadre de ses activités et sans limitation contre les risques d'accident aux tiers.
- Une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.
- Dommages corporels : sans limitation de montant.
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 10 000 000 € (dix millions d'Euros) sans restriction.

A défaut, le TITULAIRE peut fournir une attestation d'assurance personnalisée dans laquelle l'assureur certifie que son client est bien assuré pour tous les travaux objets du marché.

Si le chantier représente une valeur totale supérieure au montant garanti par sa police, le TITULAIRE devra en outre justifier de l'obtention d'une extension de garantie.

La police d'assurance est communiquée au MAÎTRE D'OUVRAGE au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché, accompagné d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent C.C.A.P.

Lors de l'envoi de chaque première facture d'un nouvel exercice, le TITULAIRE justifie le paiement régulier des primes d'assurances pour l'exercice en cours. Le TITULAIRE prévient le MAÎTRE D'OUVRAGE de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances.

4.2 GARANTIES

Le matériel fourni par le TITULAIRE en cours de marché, pour des travaux exécutés dans le cadre du marché, est garanti pendant une durée de 2 (deux) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

Les carnets de maintenance mentionnent la date de mise en service du matériel. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie ainsi défini, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

En cas de travaux neufs réalisés avant le début du marché ou pendant le marché par le MAÎTRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE assiste le MAÎTRE D'OUVRAGE pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties.

Il est tenu de porter à la connaissance du MAÎTRE D'OUVRAGE l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance. Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les PV de réception.

Le TITULAIRE assiste à la réception des équipements ou matériels, survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

5 PRIX

Les prix sont détaillés dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

Les prix HT sont considérés pour les indices connus au **1er janvier 2024**.

Ces prix sont forfaitaires. Les paramètres des formules de révisions sont arrêtés pour leurs valeurs connues à cette même date.

Les prix correspondent à la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage dans les locaux, pendant la période de chauffage (P1c), et à la production de l'E.C.S. (P1e) pendant tout l'exercice et y compris périodes exceptionnelles prises en compte dans les consommations de référence. Ces périodes exceptionnelles ne donneront pas lieu à facturation complémentaire.

Le TITULAIRE en assurera la gestion, sous sa responsabilité, dans le cadre d'un contrat de performance et de résultats, telles que précisées ci-après.

Le TITULAIRE fournit sous sa responsabilité le combustible en quantité et qualité convenable pour assurer le fonctionnement des installations.

5.1 DÉFINITION DES PARAMÈTRES

5.1.1 DJU

DJU _{contractuels}	Site de la Musse	Site de Villiers-Saint-Denis
<i>Station météorologique</i>	ROUEN BOOS	REIMS
<i>Température</i>	21°C	18°C
<i>DJU_c</i>	4 002	2 930

DJU_{réels} : le nombre de degrés jours unifiés réels constaté pour la durée effective du chauffage, et calculé par le Costic selon la station météorologique du site.

Pour le calcul du nombre de degrés-jours réels (DJUR), il est appliqué les considérations suivantes :

- le nombre de DJU du jour de la mise en route du chauffage au jour de son arrêt,
- en cas d'interruption du chauffage d'une durée comprise entre 12 (douze) heures consécutives et 24 (vingt quatre) heures, le DJUR est réduit du nombre de DJU de la journée entière correspondante; ensuite pour chaque période d'interruption de 24 heures commencée, le DJUR est réduit du nombre de DJU réel de la journée entière.

5.1.2 Paramètres de cible

NB : la quantité de chaleur ou de combustible théoriquement nécessaire (voir Acte d'Engagement) pour le chauffage des locaux dans les conditions climatiques contractuelles DJUC.

Le TITULAIRE s'engage sur une valeur contractuelle NB après travaux sur les outils de production d'énergie pour la première année du contrat.

La valeur contractuelle du NB est définie par le TITULAIRE dans l'Acte d'engagement et ses annexes.

N'B : la quantité de chaleur ou de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de l'année considérée DJUR :

$$N'B = NB \times DJU_{réels} / DJU_{contractuels}$$

5.1.3 Paramètres de consommations

NT : la quantité de chaleur ou de combustible globale réellement consommée telle qu'elle résulte des relevés de compteur.

m : le volume d'ECS réellement consommé tel qu'il résulte des relevés de compteur (en mètre cube)

q : la consommation de base de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide y compris les pertes du réseau de distribution, fixée à l'Acte d'Engagement,

NC : la consommation spécifique chauffage. NC est égale à la consommation d'énergie globale NT diminuée de la consommation nécessaire au chauffage de l'ECS :

$$NC = NT - (m \times q)$$

5.1.4 Paramètres de coût unitaire de l'énergie

5.1.4.1 Coût unitaire de l'énergie Gaz

K_{Gaz} : Coût unitaire en €/HT/MWh_{pcs} calculé au prorata des consommations comme suit :

$$K_{Gaz} = \frac{\sum (\text{€HT des factures de Gaz de la saison considérée : hors parts fixes et taxes})}{\sum (\text{consommations réelles de Gaz de la saison considérée})}$$

M_G : Marge de gestion du TITULAIRE sur la fourniture du gaz, définie en % du **K_{Gaz}** par le TITULAIRE dans la D.P.G.F.

La marge **M_G** est plafonnée pour un prix du **Gaz unitaire = 100 €/HT/MWh_{pcs}**. Lorsque ce seuil est dépassé, la marge ne pourra en aucun cas être supérieure au montant unitaire de : **M_G x K_{Gaz} (100 €/HT/MWh_{pcs})**

5.1.4.2 Coût unitaire de l'énergie Fioul

La fourniture du fioul est assurée par le MAITRE d'OUVRAGE. Le TITULAIRE doit prévenir le MAITRE d'OUVRAGE dès que le niveau des cuves atteint un seuil bas. (Seuil à définir au préalable avec le MAITRE d'OUVRAGE).

5.2 FACTURATION ET GESTION DE L'ÉNERGIE P1

Un espace en ligne sera mis à disposition pour le suivi et le partage des données de facturation. Celui-ci sera accessible via un accès authentifié au MAITRE d'OUVRAGE, à son CONSEIL, ainsi qu'à toutes les entreprises mandatées par le MAITRE d'OUVRAGE.

Les factures seront disponibles classées et hiérarchisées par périmètre, période d'exercice et typologie de poste facturé, et correctement nommées selon les mêmes critères pour assurer une bonne identification sur le site en ligne. Ce classement et cette hiérarchisation seront validés par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Les factures seront archivées sous format PDF natif et comporteront systématiquement les mentions suivantes, même si la facture est un acompte intermédiaire, pour permettre un suivi énergétique et financier cohérent et sans pertes d'informations du point de vue du MAÎTRE D'OUVRAGE :

- Période de facturation : date à date ;
- Période de consommation : date à date ;
- Référence et libellé du point de livraison concerné ;
- Index et date de relevés du point de livraison ;
- Valeurs et unités des consommations mesurées par le compteur ;
- Coefficient de conversion et unités éventuellement applicables ;
- Valeurs et unités des consommations éventuellement calculées.

Ces données seront présentes sur chaque facture sur 18 derniers mois glissants de manière à visualiser un historique et une évolution des consommations sur la période.

Dans le cadre de la transparence du présent contrat, le TITULAIRE fournira trimestriellement une copie de l'ensemble de ses factures d'énergie, avec une extraction sous format .xls, dont le contenu des 6 dernières versions seront archivées sur l'espace en ligne.

5.2.1 Marché MTI – Gaz

5.2.1.1 P1_{Abt} : Abonnement

Les frais d'abonnement correspondants au tarif de gaz, la contribution tarifaire d'acheminement, l'ATRD (accès des tiers au réseau de distribution), l'ATRT (Accès des Tiers aux réseaux de Transport) et autres frais fixes, sont à la charge du TITULAIRE dans le cadre du présent marché et refacturés à l'identique, factures fournisseurs à l'appui, en fonction des dépenses réelles du TITULAIRE sur la période considérée.

Les frais éventuels de location des postes de détente et de comptage sont facturés en fonction des dépenses réelles du TITULAIRE sur la période considérée, factures fournisseurs à l'appui. Ces frais sont inclus dans le terme **P1_{Abt}**.

5.2.1.2 P1_{Taxes} : Taxes

Les termes et taxes proportionnels (TICGN, TVD (taxe sur les ventes au détail), CEE, etc..., hors molécule) à la consommation d'énergie, sont à la charge du TITULAIRE dans le cadre du présent marché et refacturés à l'identique, factures fournisseurs à l'appui, en fonction des dépenses réelles du TITULAIRE sur la période considérée.

Cas des CEE :

La redevance P1_{CEE} reprend la valeur d'obligation CEE propre au TITULAIRE, s'exprime en €/HT/MWhPCS, s'applique sur la totalité de la consommation gaz du poste de livraison, et est révisable, au prorata temporis, chaque année telle que :

$$P1_{CEE} = P1_{CEE_0} \times \frac{CEE_{classique} \times (SPOT_{classique} + SPOT_{précarité} \times CEE_{précarité})}{CEE_{classique_0} \times (SPOT_{classique_0} + SPOT_{précarité_0} \times CEE_{précarité_0})}$$

Avec :

- **CEE classique** = la valeur indice connue du coût du coefficient d'obligation CEE classique – publié dans l'article R221-4 du Titre II du Livre II du code de l'énergie.
- **CEE classique₀** = le CEE classique diffère selon le type de combustible et à pour valeur :
 - Pour le fioul domestique : 4 516 kWh cumac par mètre cube
 - Pour les carburants autres que le gaz de pétrole liquéfié : 4 380 kWh cumac par mètre cube ;
 - Pour le gaz de pétrole liquéfié carburant : 5 481 kWh cumac par tonne ;
 - Pour la chaleur et le froid : 0,272 kWh cumac par kilowattheure d'énergie finale ;
 - Pour l'électricité : 0,416 kWh cumac par kilowattheure d'énergie finale ;
 - Pour le gaz de pétrole liquéfié autre que celui mentionné au 3° : 0,460 kWh cumac par kilowattheure de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale ;
 - Pour le gaz naturel : 0,422 kWh cumac par kilowattheure de pouvoir calorifique supérieur d'énergie finale.

Ce sont ici les valeurs pour la cinquième période comme stipulées dans l'article R221-4 du Titre II du Livre II du code de l'énergie.

- **SPOT classique** = la valeur indice connue du coût des SPOT de l'obligation CEE classique – publié sur le site « c2emarket » du mois considéré.
- **SPOT classique0** = de valeur **8,31** en date de cotation de 01/2024 et publié « c2emarket » .
- **SPOT précarité** = la valeur indice connue du coût des SPOT de l'obligation CEE précarité – publié sur le site « c2emarket » du mois considéré.
- **SPOT précarité0** = de valeur **8,44** en date de cotation de 01/2024 et publié « c2emarket » .
- **CEE précarité** = pour chaque année civile des quatrième et cinquième périodes mentionnées à l'article R. 221-1 du Titre II du Livre II du code de l'énergie chaque personne mentionnée à l'article R. 221-3 du Titre II du Livre II du code de l'énergie est soumise, en sus de l'obligation définie à l'article R. 221-4 à du Titre II du Livre II du code de l'énergie une obligation d'économie d'énergie à réaliser au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Cette valeur correspond à la valeur indice connue du coût du coefficient d'obligation CEE précarité – publié dans le décret concerné de la période considérée. C'est ici la valeur pour la cinquième période comme stipulée dans l'article R221-4-1 du Titre II du Livre II du code de l'énergie en vigueur depuis le 06/06/2021.
- **CEE précarité0** = de valeur **0,62** pour la cinquième période comme stipulée – publié dans l'article R221-4 du Titre II du Livre II du code de l'énergie.

5.2.1.3 P1c : Coût énergétique au titre de la fourniture de chauffage

Le prix **P1c** est déterminé en fonction de la cible énergétique **N'B** et du coût unitaire **K_{Gaz}**, pour la durée effective de chauffage, à la station météorologique de référence. Le prix corrigé **P1c** est tel que :

$$P1c = N'B \times K_{Gaz} \times (1 + M_G)$$

Les montants HT de la part énergétique des factures s'étendent hors parts fixes (abonnement, CTA, ATRT, ATRD, location compteur, autres) et taxes (TICGN, TVD, CEE, autres) et concernent uniquement le prix de la molécule.

Dans le cadre de la transparence du présent contrat, le TITULAIRE fournira trimestriellement une copie de l'ensemble de ses factures d'énergie, avec une **extraction sous format .xls**.

Il sera établi 3 acomptes au 1^{er} octobre, 1^{er} janvier et 1 avril. Chaque acompte étant calculé par le produit entre 30% de : **NB x K_{Gaz} x (1 + M_G)** défini dans le cadre des consultations gaz. Pour les 3 acomptes, le prix unitaire **K_{Gaz}** correspondra à sa valeur révisée au début de l'exercice considéré.

Le TITULAIRE présentera au MAÎTRE D'OUVRAGE au plus tard le 30 septembre de chaque saison un décompte définitif arrêté au 30 juin tenant compte de la révision du poste **P1c** (selon la formule indiquée ci-avant) et des factures d'acomptes de la saison écoulée du 1^{er} juillet au 30 juin.

Le TITULAIRE transmettra au MAÎTRE D'OUVRAGE les factures **P1_{Abt}**, **P1_{Taxes}** et **P1c** au plus tard 30 jours après la fin de l'exercice considéré.

5.2.1.4 P1_{ECS} : Coût énergétique au titre de la fourniture d'ECS

Le prix **P1_{ECS}** est déterminé en fonction de la quantité réelle d'ECS consommée, du coefficient **q_{ECS}** défini dans les annexes de l'acte d'engagement et du coût unitaire **K_{Gaz}**. Le prix corrigé **P1_{ECS}** est tel que :

$$P1_{ECS} = m \times q_{ECS} \times K_{Gaz} \times (1 + M_G)$$

Il sera établi 2 factures au 28 février et au 31 août. Ces factures seront calculées selon la formule **P1_{ECS}** ci-dessus et selon les consommations d'ECS réelles. Pour chaque facture, le prix unitaire **K_{Gaz}** correspondra à sa valeur réelle révisée.

5.3 FACTURATION DE L'INTÉRESSEMENT

A compter du démarrage du marché et jusqu'à la fin de chaque exercice, un intéressement sera versé au TITULAIRE ou une pénalité lui sera retenue en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités **NC** et **N'B** définies comme suit.

Le calcul de l'intéressement sera effectué séparément site par site.

5.3.1 Mode de calcul de l'intéressement (I) pour les sites en MTI – Gaz

Si la quantité d'énergie **NC** est inférieure à la quantité **N'B**, le TITULAIRE rétrocède une part de l'intéressement **I** d'un montant égal à la moitié de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$I = 50\% \times (N'B - NC) \times K_{Gaz} \times (1 + M_G)$$

Si la quantité d'énergie **NC** est supérieure à la quantité **N'B**, alors la totalité du dépassement constaté est prise en charge par le TITULAIRE.

$$D = 0$$

Le contrat pourra être résilié de plein droit, à la demande de l'une des parties, si la quantité de combustible réellement consommée diffère de la quantité théorique corrigée de plus de 15 % au cours d'une seule saison, ou de plus de 10 % pendant deux saisons consécutives (tous sites compris). La mesure de résiliation prendra effet à partir de la fin de la saison de chauffage en cours à l'époque où elle interviendra.

5.3.2 Révision du NB au cours du marché

Si la consommation effective **NC** est inférieure de plus de **15%** de la quantité théorique **N'B** pendant deux exercices annuels successifs ou de plus de **20%** au cours d'un seul exercice, la valeur **NB** sera corrigée par avenant après négociation ou par l'intermédiaire de la clause de réexamen prévue au

présent contrat. En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE, ou le MAÎTRE D'OUVRAGE sera en mesure de supprimer la prestation P1 du site concerné de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE.

De même en cas de travaux d'économie d'énergie ou de travaux modifiant la structure des sites réalisés par le MAÎTRE D'OUVRAGE, la valeur du **NB** est corrigée par ordre de service après négociation. En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE, ou le MAÎTRE D'OUVRAGE sera en mesure de supprimer la prestation P1 du site concerné de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE.

5.3.3 Exercice de l'éligibilité – Approvisionnement en combustible

Dans le cadre du marché, le TITULAIRE est tenu d'acheter le combustible selon les spécifications du présent C.C.A.P.

Échéance des contrats de fourniture et clauses de rencontre :

Trois mois avant chaque échéance de contrat de fourniture de combustible, les Parties se rencontreront pour fixer les nouvelles conditions d'achat.

Au cours de cette réunion, le TITULAIRE proposera au MAÎTRE D'OUVRAGE accompagné de son CONSEIL, ses nouvelles conditions d'achat de combustible (prix, durée, indexation, etc...).

Il est entendu que les conditions d'achat seront considérées plus avantageuses si le prix unitaire TTC global (parts fixes incluses) est inférieur.

En cas de désaccord sur ces conditions, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra supprimer la prestation P1 de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE, tout en maintenant la clause d'intéressement.

5.4 FACTURATION P2 – PRESTATION DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN

P2 : Prix global et forfaitaire annuel pour l'ensemble des prestations de services et fournitures, telles que décrites au C.C.T.P.

5.4.1 Modalité de paiement des factures P2

Les factures représenteront le 1/4 de la redevance P2 révisée en valeur début d'exercice soit le **1^{er} juillet**. Pour chaque exercice, les 4 factures seront présentées le **1^{er} octobre, le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet**.

5.4.2 Variation du prix des prestations P2

Le prix des prestations P2 est révisé au début de chaque exercice (15 mai) par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left[0,15 + 0,70 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,15 \times \frac{FSD1}{FSD1_0} \right]$$

Avec :

- **P2** = nouveau prix de règlement des prestations,
- **P2₀** = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini dans l'acte d'engagement et ses annexes.
- **ICHT-IME** = valeur connue au début de l'exercice considéré de l'indice du "coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision,
- **FSD1** = valeur connue au début de l'exercice considéré de l'indice des "Produits et Services divers 1" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision, et connue le 1^{er} de chaque mois,
- **ICHT-IME₀, FSD1₀** = valeurs des indices connus à la date du **1^{er} janvier 2024**.

5.5 FACTURATION P3 – TRAVAUX OBLIGATOIRES

5.5.1 Modalité de paiement des factures P3

Les factures représenteront le 1/4 de la redevance P3. Pour chaque exercice, les 4 factures définitives seront présentées le **1^{er} octobre, le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet**.

5.6 PRIX DES COEFFICIENTS P3 ET TRAVAUX

Le TITULAIRE élabore un devis détaillé pour la réalisation des travaux P3 désignés selon les règles suivantes :

- Montant des fournitures, multiplié par le coefficient **Cf** précisé dans l'acte d'engagement et ses annexes.
- Le prix des fournitures est considéré avec remises des fournisseurs déduites et frais de port inclus, le TITULAIRE devant produire ses factures d'achats lors de la présentation de sa facture.
- Montant des prestations de sous-traitance, multiplié par le coefficient **Csst** précisé dans l'acte d'engagement et ses annexes. Une copie de la facture de sous-traitance sera produite lors de la présentation de sa facture.
- Nombre d'heures pour la réalisation des travaux, multiplié par les prix horaires de main d'œuvre précisés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE devra impérativement valider tous les devis P3 qui seront imputés aux dépenses annuelles.

Le montant appliqué de la main d'œuvre sera défini dans l'acte d'engagement et ses annexes et sera révisé selon la formule suivante à chaque transmission d'un devis au titre du P3 :

$$Pmo = Pmo_0 \left[0.15 + 0.85 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right]$$

5.7 MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

5.7.1 Date de valeur

Les prix sont établis en date de valeur du **1^{er} janvier 2024**, selon les indices définis ci-après.

Tous les indices définis sont des indices connus à la date de révision et non des indices réels à cette date.

En cas d'abandon tout indice pourra être remplacé par tout autre qui s'y substituerait par voie d'avenant.

5.8 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque la révision des prix fait apparaître l'un des taux de variation suivants :

- au moins 20 % sur le P1
- au moins 30 % sur le P2 ou le P3

par rapport aux valeurs de base, il peut alors être déterminé, à la demande de l'une ou l'autre des parties, un nouveau prix de base P1 – P2 ou P3 arrêté après négociation.

En cas de désaccord, le MAÎTRE D'OUVRAGE et le TITULAIRE conviennent qu'ils pourront dénoncer le présent marché sans indemnités.

6 RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

La rémunération du TITULAIRE pour la réalisation des prestations telles que précisées dans le présent marché sont égales à :

Prix	€ HT	€ TTC
P1	Voir DPGF	Voir DPGF
P2	Voir DPGF	Voir DPGF
P3	Voir DPGF	Voir DPGF

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés à l'occasion de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur suivant la réglementation.

7 FACTURATION – PAIEMENT

7.1 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement par mail. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce type d'envoi, le MAÎTRE D'OUVRAGE peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au TITULAIRE et l'avoir invité à s'y conformer.

A chaque fois, le Titulaire devra obligatoirement établir une demande de paiement pour chacun des budgets. Se référer à l'annexe de l'AE pour la concordance site/budget.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le MAÎTRE D'OUVRAGE de la mise à disposition de la facture (ou, le cas échéant pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le TITULAIRE et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identification de la structure (SIRET) LOT 1 : 775 661 796 00034
- Identification de la structure (SIRET) LOT 2 : 775 661 796 00026

7.2 ACCEPTATION DES FACTURES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE accepte ou rectifie les factures, qui sont complétées éventuellement en faisant apparaître les réfections et pénalités imposées. Les sommes à régler au TITULAIRE sont arrêtées par le MAÎTRE D'OUVRAGE et son CONSEIL.

Il est notifié au TITULAIRE si une facture a été modifiée comme il est dit ci-avant. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le TITULAIRE est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

7.3 FACTURATION ÉRRONÉE

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation.

Les factures erronées seront suspendues ou rejetées pour correction, elles seront accompagnées d'une lettre expliquant les raisons du refus de payer du MAÎTRE D'OUVRAGE (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes ou erreur dans la facture).

Le TITULAIRE devra obligatoirement retourner au MAÎTRE D'OUVRAGE, par mail, de nouveaux projets de factures suivant les observations du MAÎTRE D'OUVRAGE ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections. Les factures ainsi corrigées seront renvoyées suivant la même procédure.

7.4 RÉCLAMATIONS

Les réclamations que le TITULAIRE aurait à présenter sur le règlement de ses projets de décompte devront être produites dans les formes prescrites et d'après les règles rappelées ci-après :

« Les réclamations des entrepreneurs ou fournisseurs contre le règlement de leurs demandes seront appuyées des sous détails et des renseignements nécessaires pour établir la fixation des prix ; enfin, les augmentations demandées seront chiffrées à chaque article dans un résumé à la fin de la réclamation ».

7.5 MODE ET DÉLAI DE RÈGLEMENT

7.5.1 Mode de paiement

L'unité monétaire est l'Euro. Le mode de règlement choisi par le MAÎTRE D'OUVRAGE est le virement bancaire. Les paiements sont effectués au compte bancaire du TITULAIRE (coordonnées indiquées à l'Article de l'Acte d'Engagement).

7.5.2 Délais et intérêts moratoires

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à respecter le délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Toutefois, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra suspendre ce délai lorsque toutes les pièces justificatives demandées n'auront pas été fournies par le TITULAIRE ou lorsqu'une erreur aura été constatée. La décision motivée de suspension sera notifiée au TITULAIRE. Si le décompte n'est pas conforme, le délai ci-dessus continue à courir comme si le décompte n'avait pas été présenté.

7.6 SOUS-TRAITANTS

Le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du MAÎTRE D'OUVRAGE, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chacun de ceux-ci. Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le TITULAIRE restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Lorsque le TITULAIRE fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante agréée, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au MAÎTRE D'OUVRAGE (ou lui adresse par lettre recommandée avec AR) l'Acte Spécial de sous-traitance.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 15 jours à compter de la date de réception. Ce délai court à compter de la réception par le MAÎTRE D'OUVRAGE de l'accord total ou partiel du TITULAIRE sur le paiement demandé.

La signature du projet de décompte par le TITULAIRE vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, s'ils ne sont pas prévus dans le marché, sont constatés dans un avenant ou dans un Acte Spécial par le MAÎTRE D'OUVRAGE et par le TITULAIRE, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés dans l'Acte d'Engagement, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

Le TITULAIRE joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le MAÎTRE D'OUVRAGE au(x) sous-traitant(s) concerné(s), dans les délais de 15 jours calendaires suivant l'envoi de la demande de paiement par le sous-traitant.

Cette somme tient compte d'une éventuelle revalorisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement d'entreprises, les dispositions sont les mêmes que celles indiquées ci-dessus. Le décompte doit être signé par l'entrepreneur du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

8 CONTRÔLE ET PRESTATIONS NON CONFORME

8.1 RÉSULTATS ET VÉRIFICATION

D'une manière générale, le TITULAIRE garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Les résultats à obtenir sont également appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisés par le MAÎTRE D'OUVRAGE ou son conseil et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées ou des matériels installés. Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du TITULAIRE ou indépendamment de celles-ci. Le TITULAIRE ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du TITULAIRE, les pénalités sont appliquées.

Les essais prévus par le CCTP sont à la charge du TITULAIRE. Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du TITULAIRE, celui-ci en supporte la charge. En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au TITULAIRE, le MAÎTRE D'OUVRAGE prend en charge leur coût.

Tout manquement ou toute défaillance du TITULAIRE, ne pouvant être assimilé à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par le MAÎTRE D'OUVRAGE qui est notifié au TITULAIRE et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du TITULAIRE, tous événements exceptionnels non imputables au TITULAIRE et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement d'énergie ou de matériel hors d'usage non remplacé bien que le MAÎTRE D'OUVRAGE en ait été avisée par écrit.

Dans tous les cas, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

8.2 PRESTATIONS NON-CONFORMES

Les pénalités pour prestations non-conformes sont calculées selon les dispositions décrites ci-après, le TITULAIRE ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 300 Euros hors taxes.

8.2.1 Dispositions d'applications

Les pénalités sont calculées selon les dispositions prévues aux articles suivants et le type de prestations non-conformes. La pénalité peut être calculée selon une formule ou un montant unitaire fixe de type 1 ou, 2. Le montant unitaire fixe des pénalités est le suivant :

Type 1	200 € HT
Type 2	500 € HT

Les pénalités sont revalorisées au 1^{er} jour de chaque exercice selon la même formule que le P2.

Le montant des pénalités est plafonné à 15% du montant annuel P2.

Les réfections et pénalités s'imputent d'office sur les règlements, tel que prévu à l'article "Modalités et délai de règlement". Il appartient au TITULAIRE de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

Il est entendu que ces pénalités sont révisées selon la formule adoptée pour la prestation P2 du TITULAIRE, et ne sont appliquées que lorsque le TITULAIRE est reconnu responsable du défaut de prestation. Les pénalités visées ci-dessous continuent à s'appliquer pendant la période où le MAÎTRE D'OUVRAGE assure la prestation à la place du TITULAIRE.

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible conformément au présent CCAP. Après remise en fonctionnement, le TITULAIRE en informe le MAÎTRE D'OUVRAGE qui porte l'heure de fin d'intervention sur le registre.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE peut, via le profil acheteur, mettre le TITULAIRE en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 24 (vingt quatre) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les pénalités prévues ci-dessus, continuant à courir.

Si à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE ne peut assurer une prestation normale, le MAÎTRE D'OUVRAGE peut y pourvoir aux frais (réfaction) et risques du TITULAIRE.

De plus, si 8 (huit) jours après l'envoi de la demande via profil acheteur, le TITULAIRE n'avait pas su assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative du MAÎTRE D'OUVRAGE, sans préjudice du droit à indemnité selon les règles du droit commun.

Il est précisé que ces pénalités peuvent se cumuler.

L'application d'une pénalité est indépendante de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

8.2.2 Absence totale de fourniture de chauffage

Pour toute interruption totale de production de chauffage, faisant suite à une défaillance des équipements dont le TITULAIRE est responsable et qu'il pouvait éviter par une intervention préventive systématique ou conditionnelle (hors réseaux enterrés), il est fait application d'une pénalité.

Concernant les délais d'intervention (en jour calendaire), la pénalité appliquée est calculée de la manière suivante :

Par jour ouvré commencé au-delà du délai d'intervention prévu pour un dépannage	5 000 €
---	---------

A titre informatif, ce montant correspond à l'absence de refacturation journalière de la prestation « chambre particulière » en cas d'absence de chauffage dans les chambres.

8.2.3 Absence totale de fourniture d'ECS

Pour toute interruption totale de production de fourniture d'ECS, faisant suite à une défaillance des équipements dont le TITULAIRE est responsable et qu'il pouvait éviter par une intervention préventive systématique ou conditionnelle (hors réseaux enterrés), il est fait application d'une pénalité composée de deux parties qui s'ajoutent :

Concernant les délais d'intervention (en jour calendaire), la pénalité appliquée est calculée de la manière suivante :

Par constat et par jour ouvré commencé au-delà du délai d'intervention prévu pour un dépannage	Type 2
--	--------

8.2.4 Insuffisance ou Excès de Températures

8.2.4.1 Chauffage

La température est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies au CCTP, les températures intérieures diffèrent des valeurs contractuelles, définies au CCTP de :

- Intervalle de $[-0^{\circ}\text{C} ; +1^{\circ}\text{C}]$ sur les cycles d'une période de 48 (quarante-huit) heures d'exploitation,
- Intervalle de $[-1,5^{\circ}\text{C} ; +3^{\circ}\text{C}]$ sur les cycles d'une période continue de 12 (douze) heures d'exploitation.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra demander au TITULAIRE la mise en place, aux frais de ce dernier, d'enregistreurs de température dans les locaux témoins, afin de contrôler les insuffisances ou les excès de fourniture, par rapport aux données contractuelles. Le nombre d'appareils exigible simultanément est de 2 par bâtiment.

C.C.A.P.

Le TITULAIRE est responsable de l'équilibrage dans la mesure où les équipements le permettent. Les justifications sont apportées avec les appareils enregistreurs de température, fournis et mis en place par le TITULAIRE à la demande du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Les insuffisances ou excès définis ci-dessus sont sanctionnés par une pénalité :

[-0°C ; +1°C] pendant une période continue de 48 (quarante-huit) heures	50% de 1/212 ^{ième} du P2 annuel du bâtiment concerné
[-1,5°C ; +3°C] au moins pendant une période continue de 12 (douze) heures	100% de 1/212 ^{ième} du P2 annuel du bâtiment concerné

Le P2 servant de base au calcul des pénalités est le forfait P2 annuel du marché actualisé le 1^{er} juillet de l'exercice considéré.

La pénalité prévue ci-dessus n'est pas applicable pendant les délais prévus pour passer d'un régime à l'autre (mise en route). Elle n'est pas prise en considération pour l'application du présent article pendant les jours où la température extérieure moyenne est inférieure à la température de base d'hiver. Dans ce cas, le TITULAIRE assure le meilleur fonctionnement de l'installation compatible avec ses possibilités, la sécurité et le bon entretien de ladite installation.

8.2.4.2 ECS

La prestation est considérée comme non conforme si la température de production d'ECS diffère de la température de production fixée au CCTP.

En cas de contestation sur la température de fourniture de l'ECS, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourrait demander au TITULAIRE la mise en place, aux frais de ce dernier, d'un thermomètre enregistreur continu placé sur le départ de la distribution d'ECS.

Le montant de la pénalité est :

Par constat et par période commencée de 3 heures	Type 1
--	--------

8.2.5 Délais d'intervention et tâches planifiées P2

Dépassement du délai d'intervention pour la présence sur les lieux de la défaillance (2 ou 3 heures), par heure commencée au-delà	Type 1
Interruption pour intervention préventive sur le chauffage : 2 (quatre) heures, par heure commencée au-delà	Type 1
Interruption pour intervention préventive sur l'ECS : par heure commencée au-delà des périodes admises de 2 heures	Type 1

C.C.A.P.

Retard non autorisé par le MAÎTRE D'OUVRAGE, manquement d'exécution ou mauvaise exécution d'une action de maintenance préventive systématique par rapport au planning prévu	Type 1
Par appareil de contrôle et de mesure, non présenté ou non mis en place, à chaque demande, par jour, avec neutralisation de 24h	Type 1
Non transmission dans les délais des contrôles réglementaires, par semaine de retard et par rapport	Type 1
Non réalisation des prestations de maintenance prévues au planning, par semaine de retard	Type 1

8.2.6 Résultats, non-maintien des performances ou qualités d'origine

Non respect des engagements sur le rendement des chaudières gaz	Type 2 Par mois et par équipement où l'écart est constaté
Panne répétitive : au-delà de 3 pannes par an sur le même équipement et par panne	Type 2
Manquement par rapport aux performances et qualités d'origine des équipements, par jour entier	Type 1
Non-établissement du contrôle qualité annuel selon la définition du CCTP et la proposition du TITULAIRE, par semaine de retard commencée	Type 1

8.2.7 Non mise à jour ou remise de documents

Non mise à jour ou non remise de documents contractuels tels que défini au marché, par jour et par document	Type 1
---	--------

Les listes de documents et les délais dans lesquels ceux-ci doivent être produits, peuvent être modifiés par ordre de service du MAÎTRE D'OUVRAGE après consultation du TITULAIRE.

Le paiement de la facture de solde annuel est subordonné à la remise du rapport de fin d'exercice tel que défini au CCTP. Le rapport doit être remis au plus tard, 31 jours après la fin de l'exercice.

En cas de défaut de présentation de la demande de paiement définitive par le TITULAIRE, conforme aux dispositions contractuelles, dans un délai de 40 jours après la date de fin d'exercice précisée ci-avant, il sera appliqué de plein droit, sans autres formalités, la pénalité définie au présent article.

8.2.8 Réunion d'exploitation

Absence ou retard de plus de 30 min	Type 2
-------------------------------------	--------

8.2.9 Travail dissimulé

Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve le droit d'appliquer, après mise en demeure préalable, une pénalité au TITULAIRE s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

Cette pénalité sera égale à 10% du montant du marché, étant entendu qu'elle ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

8.2.10 Mauvaise qualité des prestations

Indépendamment de l'application des clauses ci-dessus, Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve le droit de facturer au TITULAIRE, après mise en demeure préalable, l'ensemble des surcoûts engendrés par une mauvaise qualité des prestations incluses au présent Marché et/ou retard dans leur exécution. Sont concernées dans cet article, toutes les dépenses exceptionnelles que devra subir le MAÎTRE D'OUVRAGE, consécutives à la défaillance du TITULAIRE, telles que (liste non exhaustive) :

- Équipements thermiques provisoires
- Indemnités au titre du préjudice subi par les occupants
- Frais de déplacement
- Prestations d'assistance au MAÎTRE D'OUVRAGE entre le constat de la défaillance et le complet rétablissement des prestations
- Etc.

8.2.11 Perte de clé

En cas de perte de clé remise par le MAÎTRE D'OUVRAGE au TITULAIRE pour l'exécution de ses prestations dans le site, le TITULAIRE verse au MAÎTRE D'OUVRAGE **1,5 fois le coût** de remplacement et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peuvent être le remplacement de toutes les serrures concernées.

8.3 CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure sont déterminés par la jurisprudence. Dans les cas de force majeure prolongée, entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt de longue durée dans le chauffage ou la production d'ECS, le TITULAIRE devra proposer au MAÎTRE D'OUVRAGE une adaptation provisoire du marché à cette situation, notamment dans ses clauses de facturation.

9 RÉSILIATION DU MARCHÉ

De manière générale, le marché pourra être résilié par le MAÎTRE D'OUVRAGE.

Le présent marché pourra par ailleurs être résilié automatiquement dans différentes éventualités précisées ci-après :

- a)** A défaut d'accord amiable entre les parties, lorsqu'il est fait application de la Clause de sauvegarde (Article "CLAUSE DE SAUVEGARDE").
- b)** En cas de retard d'intervention, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture que le TITULAIRE n'aura pas pallié dans les délais fixés, le MAÎTRE D'OUVRAGE mettra le TITULAIRE en demeure de remédier à ces retards, insuffisances ou interruptions dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure.
A l'expiration de ce délai, si le TITULAIRE ne pouvait assurer lesdites prestations, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourrait :
 - résilier le présent marché, de plein droit et sans indemnités, via le profil acheteur, signifiant la résiliation du marché à réception de cette dernière,
 - y pourvoir aux frais et risques du TITULAIRE jusqu'à la résiliation.
- c)** Le marché peut être résilié si le montant cumulé des pénalités pour un exercice :
 - dépasse quinze pourcent (15%) du montant de la redevance annuelle P1 ou P2 correspondante (par site),
 - dépasse quinze pourcent (15%) du montant de la redevance annuelle P2 correspondante (par site),
- d)** Le MAÎTRE D'OUVRAGE a, par ailleurs, la faculté de procéder à la résiliation du marché si le TITULAIRE cède ou transfère les installations à un tiers.
- e)** Le présent marché peut, en outre, être résilié de plein droit, et au gré du MAÎTRE D'OUVRAGE, et sans que le TITULAIRE ou ses ayants droit ne puissent prétendre à une indemnité quelconque :
 - en cas de dissolution de la Société exploitante (correspondant au TITULAIRE),
 - en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens,
 - en cas de carence sur les prestations objets du présent marché, d'incapacité dûment constatée, de fraude ou de tromperie grave sur l'exécution des prestations,
 - en cas de suppression ou de réduction d'intervention apportant une gêne flagrante pour le MAÎTRE D'OUVRAGE comme pour les usagers,
 - en cas de cession, transfert ou apport du présent marché sans l'accord du MAÎTRE D'OUVRAGE.

La résiliation est libellée ou motivée par le profil acheteur, adressée au TITULAIRE défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

C.C.A.P.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve, par ailleurs, le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée, des installations non entretenues, ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

- f)** Si le TITULAIRE ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec le MAÎTRE D'OUVRAGE, toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et organiser la poursuite de l'exploitation.
Si aucune solution ne peut être trouvée, le TITULAIRE peut demander la résiliation du marché.
- g)** Si le TITULAIRE ne remplit pas son obligation de renseignements techniques et administratifs envers le Conseil désigné par le MAÎTRE D'OUVRAGE, ou dans le cas de non remise de documents prévus au marché dans un délai de 15 jours après mise en demeure, cette carence pourra entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent C.C.A.P.
- h)** Si le TITULAIRE n'a pas produit les demandes de paiement définitives conformément aux dispositions contractuelles, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra, nonobstant l'application des pénalités prévues, résilier le présent marché, de plein droit, sans indemnités.
- i)** En cas de changement de chaleur ou d'énergie et de désaccord sur les nouvelles valeurs de P1c et P1e, le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnités.
- j)** En cas de refus du TITULAIRE de signer le cahier des réclamations, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra résilier le présent marché, de plein droit, sans indemnités.
- k)** En cas de modification des installations ou des bâtiments, entraînant une diminution ou une augmentation des besoins calorifiques des bâtiments, une renégociation des éléments contractuels aura lieu entre les parties contractantes. En cas de désaccord, le présent marché sera résilié de fait, à la fin de l'exercice annuel de gestion, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, constatant le désaccord.
La résiliation est libellée ou motivée par le profil acheteur, adressée au TITULAIRE défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence. Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve, par ailleurs, le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée, des installations non entretenues, ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

Toutes les procédures de résiliation définies ci-avant (a à k), ne font pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au TITULAIRE à raison de ses fautes.

10 SUBSTITUTION

Le TITULAIRE s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du marché sans accord préalable du MAÎTRE D'OUVRAGE.

11 MODIFICATION DU MARCHÉ

Le marché pourra faire l'objet d'avenants / ordres de service afin de tenir compte de l'évolution des installations, des cibles de consommations NB et du périmètre.

Les avenants tiendront notamment compte des éléments suivants :

- Les modifications de périmètres résultant de la mise en service, cession ou démolition d'un bâtiment ou partie de bâtiment (voir détail dans la DPGF concernant les bâtiments retirés du périmètre, connu au moment de la consultation),
- Les raccordements à un réseau de chaleur.

Les ordres de service tiendront notamment compte des éléments suivants :

- Les rénovations d'installations faisant entrer en vigueur de nouvelles cibles de consommations NB prévues dans l'acte d'engagement et ses annexes,
- Les baisses de cibles de consommations NB résultants de consommations inférieures aux seuils définis au CCAP.

En cas de raccordement d'un bâtiment (avec P1) au réseau de chaleur (aucun réseau est existant à ce jour), la Prestation P1 sera supprimée, par voie de modification du marché, sans compensation financière. L'Intéressement sera conservé le cas échéant.

12 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Le transfert de propriété des installations réalisées dans le cadre du présent marché se fait automatiquement du TITULAIRE au MAÎTRE D'OUVRAGE dès leur terminaison.

13 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

13.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le TITULAIRE est autorisé à traiter pour le compte du MAÎTRE D'OUVRAGE les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 2 jours.

13.2 OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions du MAÎTRE D'OUVRAGE.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le TITULAIRE considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le MAÎTRE D'OUVRAGE. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le MAÎTRE D'OUVRAGE avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

13.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le TITULAIRE peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le MAÎTRE D'OUVRAGE de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le MAÎTRE D'OUVRAGE dispose d'un délai minimum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le MAÎTRE D'OUVRAGE n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du MAÎTRE D'OUVRAGE. Il appartient au TITULAIRE de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le MAÎTRE D'OUVRAGE de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

13.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au MAÎTRE D'OUVRAGE de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

13.2.3 Exercice des droits des personnes

Le TITULAIRE aide le MAÎTRE D'OUVRAGE à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

13.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le TITULAIRE notifie au MAÎTRE D'OUVRAGE toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au MAÎTRE D'OUVRAGE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;

C.C.A.P.

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du MAÎTRE D'OUVRAGE, le Titulaire communique, au nom et pour le compte du MAÎTRE D'OUVRAGE, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

13.2.5 Aide au Titulaire dans le cadre du respect par le MAÎTRE D'OUVRAGE de ses obligations

Le TITULAIRE aide le MAÎTRE D'OUVRAGE pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

13.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13.2.7 Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : durée totale du marché, période de reconduction incluse.

13.2.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le TITULAIRE s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

13.2.9 Délégué à la protection des données

Le TITULAIRE communique au MAÎTRE D'OUVRAGE le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

13.2.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le TITULAIRE déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du MAÎTRE D'OUVRAGE comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte du MAÎTRE D'OUVRAGE,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13.2.11 Documentation

Le TITULAIRE met à la disposition du MAÎTRE D'OUVRAGE, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le MAÎTRE D'OUVRAGE ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

13.3 OBLIGATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le MAÎTRE D'OUVRAGE s'engage à :

- fournir au TITULAIRE les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le TITULAIRE,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du TITULAIRE,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du TITULAIRE.

14 RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ

14.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

Conformément à la loi n°2011-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le TITULAIRE doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le TITULAIRE veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le TITULAIRE communique au MAÎTRE D'OUVRAGE les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

14.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE À L'ÉGARD DE SOUS-TRAITANTS

Le TITULAIRE veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le TITULAIRE communique au MAÎTRE D'OUVRAGE chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du contrat. Ces contrats sont transmis au MAÎTRE D'OUVRAGE en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

14.3 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

Le TITULAIRE informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Il informe sans délai au MAÎTRE D'OUVRAGE ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsque les obligations du TITULAIRE ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le MAÎTRE D'OUVRAGE peut exiger que les personnes affectées à l'exécution d'une mission soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le TITULAIRE veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

14.4 PÉNALITÉS SPÉCIFIQUES

Lorsque le TITULAIRE méconnaît les obligations susvisées, le MAÎTRE D'OUVRAGE le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du TITULAIRE, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au TITULAIRE une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour calendaire, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

15 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le MAÎTRE D'OUVRAGE et le TITULAIRE s'engagent à régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du marché avant toute saisine du Tribunal Judiciaire, juridiction seule compétente en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'originale par un traducteur assermenté.